de Lespagnard qui ne parvint pourtant jamais à prouver quoi que ce soit ⁷⁰. Le chef de la Sipo d'Arlon, Heinz Boetcher, l'arrêta chez lui durant la tragique nuit du 24 au 25 août 1944 et l'abattit d'une rafale de mitraillette en pleine rue ⁷¹.

9. RECRUTEMENT DES MEMBRES DU SPRACHVEREIN

Le Sprachverein s'efforça avant tout de mener une politique sociale envers les habitants de la région qui étaient dans le besoin. L'objectif était d'attirer la sympathie des Arlonais et de recruter des membres. Tous étaient les bienvenus, depuis l'Italien travaillant à Athus dans l'industrie jusqu'au citadin arlonais d'origine wallonne ne parlant pas un mot d'allemand, en passant bien entendu par le brave paysan patoisant. L'effort social et intéressé du D.S.V. s'est manifesté tout d'abord par la distribution de timbres allemands et de laissez-passer servant à aller à Luxembourg chercher des marchandises (pain, beurre, féculents, etc.). Les familles profitant de ces avantages étaient des familles très pauvres et leur nombre se limita à quelques dizaines. Par la suite, Zender réussit à les faire assimiler aux familles des Légionnaires auprès de l'administration militaire, mais ce système fut supprimé. Des bons de 100 ou 200 RM du «Secours d'Hiver» allemand furent également distribués aux familles les plus nécessiteuses. Afin de ne pas montrer les bons en public, ceux-ci étaient acquittés par des membres du comité particulièrement dignes de confiance et un compte de l'importance du bon était ouvert à la famille chez le commerçant où elle effectuait ses achats, par exemple chez le boulanger Toully, chez le boulanger Mulhausen ou chez l'épicier Ambroes. Chaque famille recevait un carnet à couverture en toile cirée noire pour l'inscription du montant du crédit et des achats effectués 72. La distribution la plus importante était celle des timbres belges supplémentaires. Les ménages recevaient environ chaque semaine sept livres de pommes de terre par personne. De la même manière, ils avaient droit à des quantités variables de beurre (environ ¼ kg par personne et par mois); de la viande (environ ¼ kg par personne et par mois); du pain ou de la farine (environ 3 kg par personne et par mois); des oeufs (1 à 3 par personne et par semaine); de la graisse (125 grammes par ménage); des gruaux d'avoine et de la semoule (de 1 à 5 kg, en quantité variable et non proportionnée à la composition du ménage). Dès la fin de l'hiver 1941, période de grande misère, eurent lieu à Arlon et à Athus, les premières distributions spéciales

P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, décembre 1942 à juillet 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

⁷¹ G. et J.-M. TRIFFAUX, op.cit., pp. 8-11.

⁷² J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28.IV.1946.

de denrées alimentaires provenant du Secours d'Hiver allemand, de saisies en douane,... Quiconque se présentait pouvait en profiter. Au départ, elles se faisaient sans timbres et de manière occasionnelle mais avec la création du Sprachverein, elles s'amplifièrent et se régularisèrent.

Une certaine partie de la population se laissa tenter, surtout dans les milieux ouvriers, petits bourgeois, employés, chômeurs et nécessiteux ⁷⁴. Il faut remarquer qu'à l'époque beaucoup de timbres de ravitaillement n'étaient pas honorés. Les organisateurs de ces distributions n'exigeaient pas d'adhésion au *Sprachverein*. Ils demandaient seulement aux bénéficiaires la signature d'un formulaire en allemand afin d'éviter des distributions simultanées à la même personne, et pour justification envers le Secours d'Hiver allemand des quantités distribuées ⁷⁵. Ces distributions tout comme la libération des prisonniers originaires de la région faisaient partie de la propagande du *Sprachverein*.

Certains réagirent énergiquement en faisant des reproches aux bénéficiaires. Ils voyaient dans ces mesures le prélude d'une propagande d'annexion à l'Allemagne. On se méfiait particulièrement de la collecte des signatures et on traitait de «Preisse» ou de «Boches», ceux qui se rendaient aux distributions. Par suite de cette contre-propagande, de nombreuses personnes s'abstinrent de se présenter à de nouvelles distributions. D'autant plus qu'une fois les deux sections du Sprachverein organisées, l'adhésion au mouvement fut requise pour bénéficier des facilités. Les membres devaient verser une cotisation de deux francs par mois, acquittée par des timbres adhésifs spéciaux. Au bout de plusieurs mois, on dénombrait quelques centaines d'affiliations. On atteignit bientôt 500 membres et pendant près d'une année on resta stationnaire entre 500 et 600. En janvier 1942, on dénombrait 580 membres 76. Il semble que le plafond était atteint. Le Sprachverein déploya toute son énergie afin de rassembler encore davantage. On augmenta les distributions et on recourut à d'autres moyens. Un ouvrier athusien à la recherche de travail était casé sans difficulté à l'usine d'Athus ou à celle de Rodange s'il se faisait membre du D.S.V. En mai 1943, une quarantaine de paysans désirant échapper aux réquisitions de chevaux s'empressèrent de payer leur cotisation. Les familles désirant envoyer leurs enfants en colonie de vacances en Allemagne n'hésitèrent pas non plus. On en vit encore beaucoup d'autres s'affilier à une époque où les relations entre l'occupant et la population commençaient à se tendre. Les bourgmestres de la région

⁷⁴ Idem et Témoignage du colonel de gendarmerie e.r. Joseph Arend, recueilli à Udange en mai 1985.

⁷⁵ J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28.IV.1946.

⁷⁶ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, janvier 1942 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

avaient reçu l'interdiction de porter les membres du D.S.V. sur les listes des réquisitions, corvées ou punitions 77.

Le chantage sévit aussi, surtout à Athus où les protecteurs comme le pharmacien Sandt, le président Bernard Huss, le docteur Heyaert,... utilisèrent la menace. Si on ne voulait pas être envoyé au travail obligatoire en Allemagne ou si on souhaitait éviter des ennuis avec la police allemande, mieux valait payer sa cotisation ⁷⁸.

En septembre 1941, soit cinq mois après sa fondation, le rapport de Reeder à Berlin ⁷⁹ mentionne 400 personnes comme membres du *Sprachverein*. En septembre 1942, il en renseigne 700. D'autre part, voici la progression des affiliations de décembre 1942 à juillet 1943, selon des informations fournies au S.D. par Paul Lespagnard ⁸⁰:

décembre 1942	:	783 membres
janvier 1943	of the	803 membres
février 1943		820 membres
mars 1943	elli: in	831 membres
avril 1943	00 1118	844 membres
mai 1943	moder.	880 membres
juin 1943	200	917 membres
juillet 1943		952 membres

Après la guerre, la presse locale publia les noms d'au moins 737 membres (463 pour Arlon et 274 pour Athus), et selon les rapports de la sûreté et de la gendarmerie, il y eut plus de 1.000 affiliés. D'autre part une liste incomplète des membres de la section d'Arlon ⁸¹, dressée après la guerre et reprenant leur numéro d'affiliation, permet de supposer qu'il y eut au moins 1.003 personnes qui payèrent leur cotisation au D.S.V. d'Arlon. Si on ajoute encore environ 300 membres pour le D.S.V. d'Athus,

⁷⁷ J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28.IV.1946

⁷⁸ D'après de nombreuses déclarations de membres du Sprachverein d'Athus faites lors de leur jugement à Arlon après la guerre et rapportées par L'Avenir du Luxembourg.

⁷⁹ Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich für die besetzten Gebiete Belgiens und Nordfrankreichs, herausgegeben vom Militärbefehlshaber (Militärverwaltungschef), juin-septembre 1941, B 24.

⁸⁰ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, décembre 1942 à juillet 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard). Il n'est pas exclu que ces estimations aient été exagérées mais Lespagnard, qui travaillait pour le S.D. de Liège, n'avait aucune raison de les fausser. D'autre part, les rapports qu'il rédigea tout au long de la guerre sont tellement précis, complets et en grande partie vérifiables, que toute élucubration fantaisiste de sa part est à rejeter.

⁸¹ Arch.Pers.A.

on arrive à un total de 1.300 habitants du Pays d'Arlon affiliés au Deutscher Sprachverein in Arel. Un rapport du commissaire de la Sûreté de l'Etat belge Wirtz rapporte le 8 novembre 1944 qu'au moment de la libération le cercle comptait environ 1.000 membres, la plupart appartenant à la classe ouvrière 82. Selon un rapport anonyme allemand découvert dans les archives de la Kreiskommandantur, environ 60 % des membres en faisaient partie pour obtenir des avantages matériels; environ 20 % par diplomatie et par précaution et environ 20 % par idéal et par inclination vers la communauté germanique.

ORGANISATIONS DIVERSES DU SPRACHVEREIN 10.

Les organisations du Sprachverein vont de l'ouvroir Frauenschaft, dont les membres confectionnent des colis pour les volontaires combattant sur le front russe, au télégramme de joyeux anniversaire envoyé chaque année à Adolf Hitler en passant par la création de la chorale Gesangverein, des projections de films allemands dans les cinémas, des représentations théâtrales en patois, des spectacles de marionnettes pour enfants, des conférences par des universitaires allemands, la visite d'expositions à Luxembourg et à Bruxelles, la suppression dans le centre ville de la plaque à la mémoire du «vantard juif» Camille Cerf, etc. Voici quelques exemples plus détaillés de ces actions:

- La fête de Noël: chaque année à l'approche de Noël, les enfants des membres du Sprachverein sont réunis à l'auditorium d'Arlon autour d'un superbe arbre de Noël au pied duquel s'amoncellent une montagne de cadeaux. Le bourgmestre Eichhorn et le président Maas en profitent pour rappeler en luxembourgeois le dur combat qu'ils mènent pour la langue maternelle et un idéal politique nouveau. L'assistance chante en allemand le célèbre cantique «Tannenbaum». Plus de 500 enfants participent à ce genre de fête. 83

 Réception des combattants de Tcherkassy: le jeudi 13 avril 1944, le Sprachverein et la ville d'Arlon accueillent «les glorieux volontaires de la brigade SS Wallonie». Quinze combattants de Tcherkassy sont fêtés et fleuris par la jeunesse arlonaise. Le président Maas et le comité du mouvement rendent hommage aux héros morts pour la patrie dans la lutte

⁸² J. WIRTZ, Rapport sur le D.S.V. de M. le Commissaire de la Sûreté de l'Etat, chef de la B.T. du Luxembourg, Arlon, le 8.XI.1944.

⁸³ P. LESPAGNARD, Rapport sur le Luxembourg, janvier 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard); Discours prononcé par le bourgmestre d'Arlon à l'occasion des fêtes de Noël 1942 (J.M.B., Proc. Eichhorn).

contre le bolchévisme et saluent en particulier la mémoire du fils d'Arlon, le Commandeur Lippert dont le nom sera donné à une place de la ville. 84

- L'Areler Volkszeitung: dès le début de la guerre, les trois quotidiens locaux, les Nouvelles, l'Avenir du Luxembourg et le Journal du Luxembourg, cessent de paraître. La seule feuille locale éditée en français pendant l'occupation est l'organe hebdomadaire du Secours d'Hiver de la province de Luxembourg qui s'intitule Solidarité. Dès 1941, il est interdit après la parution dans ses colonnes de l'article «Arlon, ville romane et chrétienne», une réponse déguisée de son rédacteur en chef, Léon Haulot, directeur de la Banque nationale à Arlon, à l'article du Luxemburger Wort, «Arel ass eng deitsch Stadt». 85

Dès sa fondation, le Sprachverein diffuse le Luxemburger Wort, le Pays Réel et d'autres journaux collaborateurs. Cependant Zender reprend très vite l'idée du V.D.B. et de son prédécesseur à Arlon en 1916, le prussien Julius Loeb, de créer une feuille locale de langue allemande. Dans la plus pure tradition de l'Arloner Zeitung et de l'Areler Zeitung, il la baptise Areler Volkszeitung. Le premier numéro de cet hebdomadaire paraît le 9 août 1941. Il peut être considéré comme l'organe du Sprachverein. Même si le nom de l'éditeur responsable est celui de l'imprimeur arlonais René Walraevens, l'Areler Volkszeitung est imprimé à Bruxelles dans les locaux du Brüsseler Zeitung, lui-même imprimé sur les presses de La Demière Heure. Le journal constitue une belle et intéressante réalisation. Evidemment, il sert de vitrine au Sprachverein en annonçant ses organisations, le nom des prisonniers libérés, les avantages accordés aux membres,... Zender et les gestapistes Lespagnard et Krier y écrivent des articles de fond sur l'histoire, la langue et le folklore de la région arlonaise. Durant les premiers mois, le journal est imprimé à 500 exemplaires mais son tirage quadruple rapidement et, en janvier 1943, 1.700 exemplaires environ sont vendus hebdomadairement en plus de 400 abonnés contre 320 en septembre 1942. Malgré ces ventes, un léger déficit est supporté par la Propaganda Abteilung. 86

- L'Areler Heimatkalender: les almanachs ont toujours eu un grand succès parmi la population des villages de l'Arelerland. Autrefois, ils constituaient les seuls livres en langue allemande qui étaient lus. Jusqu'en 1943, il n'y avait jamais eu d'almanach du Pays d'Arlon. Cette année-là,

⁸⁴ Areler Volkszeitung, 22.IV.1944, p. 1.

⁸⁵ Déposition de Léon Haulot, directeur de la Banque Nationale à Arlon, Arlon, le 6 avril 1945 (J.M.B., Proc. Zender).

⁸⁶ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, janvier 1943; J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28 IV.1946; J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 8940, 18 XI.1946; R. FALTER, «Le Brüsseler Zeitung (1940-44)», dans Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, n° 7, Bruxelles, 1982.

le *Sprachverein* innove et publie le premier. Le succès est total. En quelques jours, les 1.500 exemplaires l'*Areler Heimatkalender* sont épuisés. L'opération sera renouvelée en 1944. Outre les prévisions du temps, on y trouve des blagues, des dictons, des dessins de Paul Breyer, et... la photo du *Führer*.

- La Deutsche Akademie d'Arlon: créée en 1941, elle connaît des débuts difficiles. Son premier lecteur, Paul-Félix Hoffman, un citoyen allemand, semble davantage préoccupé de marché noir que de cours de langue allemande. Rapidement limogé, il est remplacé par l'Arlonais Paul Lespagnard. En décembre 1942, on y recense 105 élèves ⁸⁷. Mais à partir de 1943, les cours sont considérablement réduits car Lespagnard ne parvient plus à faire face à toutes ses attributions. Depuis octobre 1942, il est au service de Graf du S.D. de Liège et fournit des rapports détaillés sur tout ce qui se passe dans les arrondissements d'Arlon et Virton. A lui seul, il représente le S.D. d'Arlon car la Gestapo n'y ouvre une succursale qu'en 1943. Par ailleurs, Lespagnard a fondé les jeunesses hitlériennes arlonaises.

- L'Areler Volksjugend: en décembre 1942, Lespagnard constitue au sein du Sprachverein un groupe baptisé «Jeunesse des couches populaires arlonaises» composé de deux sections (garçons et filles séparés) à Arlon et à Athus. A son origine, le groupe compte 74 enfants. La plupart viennent des sphères pauvres de la population, malgré la présence d'enfants de fonctionnaires. Devant le succès remporté par ces activités (promenades, chansons, jeux...), la Jeunesse Hitlérienne de Bruxelles prend le contrôle du groupe en juin 1943. Embrigadés et revêtus d'uniformes, les enfants sont envoyés en formation en Allemagne. Au total, 150 enfants (100 d'Arlon et 50 d'Athus) adhèrent à l'Areler Volksjugend. Ils se manifestent surtout par des défilés en ville et des fêtes diverses. Leur formation a pour base l'éducation nationale-socialiste. Les «Kindergruppen» et l'«Areler Jung Mädeln» organisent chaque année des camps de vacances pour les jeunes Arlonais, notamment à Buchen-Bayern pour les filles et à Thal Lichtenberg pour les garçons ⁸⁸.

- La germanisation de l'enseignement primaire: dès octobre 1941, Zender fait passer une loi relative au régime linguistique des écoles de la région. Pour l'occupant, il s'agit d'un jalon important dans l'oeuvre de rétablissement de conditions saines au point de vue linguistique et racique à Arlon. Cet arrêté introduit l'allemand comme langue principale d'enseignement dans les écoles primaires des villages d'Attert, Autelbas,

⁸⁷ Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers, septembre 1941, B 32; J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 8940, 18.XI.1946; J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28.IV.1946.

⁸⁸ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, décembre 1942; J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28.IV.1946.

Bonnert, Guirsch, Habergy, Hachy, Hondelange, Messancy, Nobressart, Nothomb, Sélange, Thiaumont, Toernich, Tontelange et Wolkrange. Un régime transitoire est prévu dans les écoles de Heinsch, Tintange, Warnach, Fauvillers et Halanzy ⁸⁹. Cela ne se fait pas sans mal. Lespagnard l'explique dans un rapport de décembre 1942:

«Dans toutes les écoles de la région arlonaise, la langue allemande est maintenant enseignée obligatoirement, toutefois avec un succès minime, car la plupart des enseignants et des bourgeois de marque ont su présenter l'enseignement de l'allemand comme une mesure arbitraire de l'occupant... La plupart des professeurs déclarent à toute occasion qu'ils ont été contraints d'enseigner l'allemand. On n'a pas songé non plus à nommer un nouvel inspecteur.»

- La germanisation de l'Athénée royal d'Arlon: Zender s'attaque également à ce qu'il considère comme l'un des fiefs de la langue française à Arlon: l'Athénée royal. Mais le Kriegsverwaltungsrat trouve sur sa route le préfet de l'Athénée, Ernest Gendebien. Zender obtient de nouvelles directives de l'Instruction publique: l'allemand devient langue secondaire obligatoire tandis que les classes préparatoires et les sixièmes années sont dédoublées: une section allemande pour les enfants des communes à majorité de langue allemande, une autre pour ceux des communes à majorité wallonne. Les enfants d'Arlon, Athus et Aubange ont le choix entre les deux en raison du degré de francité de ces localités ⁹¹. Bien qu'ancien rexiste, Gendebien sabote systématiquement cette réorganisation des cours. Zender prévient le S.D. qui tente de faire pression sur Gendebien à plusieurs reprises ⁹². Dans la nuit du 24 au 25 août 1944, les Allemands cherchent le préfet pour l'arrêter comme otage mais en vain car il a quitté Arlon.

Voici comment Lespagnard décrit la situation à l'Athénée en mars 1943:

«Les enfants de descendance allemande qui sont dans les sections allemandes, sont sursaturés de propagande belgiciste. Ainsi le jour de l'anniversaire de la mort du roi Albert, le directeur du gymnase, Gendebien, a fait une conférence de deux heures aux élèves de la dite

Moniteur belge des arrêtés ministériels et autres arrêtés des secrétaires généraux, Bruxelles, 13.XI.1941, p. 7471, 10.VIII.1942, p. 5010; E. GERLACH, Arel, Vorposten des Deutschtums im Westen, Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg, 1941; P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, décembre 1942, février 1943, juillet 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

⁹⁰ Idem, juillet 1943.

⁹¹ J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 12775, 16.VIII.1946; J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. n° 7292, 23.VIII.1946.

⁹² Idem et Déclaration d'Ernest Gendebien (J.M.B., Proc. Zender).

section, sur la politique de ce roi. Il leur a imposé ensuite comme devoir de français une dissertation visant à la glorification du Roi Albert. L'inspecteur Perbal a introduit dans toutes les classes supérieures un cours spécial sur la constitution belge, cours qui n'existait pas avant la guerre...» ⁹³

- Le Schutzgruppe: à la suite d'inquiétantes rumeurs répandues fin 1942 quant à l'organisation d'un attentat contre le bourgmestre Eichhorn, les échevins collaborateurs et certaines personnalités du Sprachverein comme les docteurs Muller, Bernard Huss d'Athus, etc, la surveillance et la protection des intéressés fut considérablement renforcée. Des feldgendarmes gardèrent leurs domiciles et leurs lieux de travail. Afin de les rassurer, Zender décida la formation au sein du Sprachverein d'un groupe armé. La Kommandantur les entraîna afin de disposer d'une force d'appoint à la Wehrmacht 94. Elle était composée d'environ vingt-cinq personnes. Différents plans furent mis au point. L'un d'entre eux prévoyait des actions contre les Arlonais suspectés d'être des ennemis. Des listes noires furent dressées. Ce plan fut mis à exécution dans la nuit du 24 au 25 août 1944. Un autre plan prévoyait l'évacuation des familles des dirigeants du Sprachverein par l'armée allemande. Ce plan fut appliqué le 1er septembre 1944, neuf jours avant la libération d'Arlon par les troupes américaines 95

11. LA RESISTANCE DE LA POPULATION

Les rapports de Reeder à Berlin prouvent que l'action du *Sprachverein* fut particulièrement difficile. C'est en décembre 1942 qu'il mentionne pour la première fois une action hostile croissante de la part de cercles français opposés à l'Allemagne. Cependant, le chef de l'administration militaire de Bruxelles s'empresse d'ajouter que grâce aux conseils éclairés et continus des délégués de la *Kreiskommandantur* d'Arlon auprès de la direction du *Sprachverein*, la prise de conscience par les Arlonais de leur appartenance au peuple allemand porte ses fruits et continue à se développer ⁹⁶.

⁹³ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, mars 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

⁹⁴ J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. n° 5466, 18.IV.1946; J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 8940, 18.XI.1946; J.M.B., Proc. Majeres, P.V. n° 4367, 1.X.1945.

⁹⁵ G. et J.-M. TRIFFAUX, op.cit., pp. 42-43.

⁹⁶ Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers, décembre 1942, A 36.

En mars 1943, Reeder fait remarquer que malgré une conjoncture générale peu propice à l'Allemagne, les Arlonais continuent à manifester fermement leur appartenance à la nation germanique, preuve évidente qu'ils ne sont pas du côté allemand pour profiter de la situation. Le travail se poursuit sans encombre 97. Pourtant, à la même époque, Lespagnard informe le S.D. de Liège que, suite à l'influence grandissante de Gerlach et des Grands-Ducaux dans le cercle linguistique, toute l'affaire a perdu sa vraie couleur locale et que la population le considère comme une simple création de guerre sans grande importance. Au sein même du mouvement, c'est le malaise. Le nombre de gens réellement actifs est minime, la méfiance règne. Les uns sont irrités que l'affaire soit dirigée par des Luxembourgeois; les autres sont mécontents de l'attitude équivoque des autorités militaires, estimant que l'administration militaire joue davantage le soutien des germanophobes contre celui des germanophiles. Les attaques contre le président Léo Maas se multiplient. Son employeur, la direction du service de contrôle belge, a ouvert contre lui une enquête disciplinaire et essaye de le déplacer en Wallonie 98.

En septembre 1943, Reeder informe Berlin que la situation se gâte à Arlon. Récemment des résistants se sont procurés, soit par vol, soit par une interception du courrier postal, la liste des membres du *Sprachverein* qu'ils ont imprimée en de nombreux exemplaires et distribuée à travers toute la ville. Depuis, les membres du *Sprachverein* sont soumis à un boycott général dans les domaines commercial, économique et social. Certains reçoivent des lettres de menaces et d'autres sont attaqués et volés. Dans les administrations, ils sont isolés et parfois suspendus.

En décembre 1943, Reeder est très pessimiste. Les difficultés rencontrées par le *Sprachverein* sont considérables. Même les milieux d'expression allemande font preuve de défiance vis-à-vis du cercle linguistique. On assiste à une véritable campagne de bouche à oreille mettant en exergue les rations supplémentaires de nourriture dont jouissent les collaborateurs, membres de la communauté allemande et non du peuple belge. Les lettres de menaces qui se multiplient et la diffusion de la liste des membres intimident la population et inspirent la peur ⁹⁹.

En avril 1944, les nouvelles sont encore pires. L'un des dirigeants les plus importants du *Sprachverein* d'Athus, le docteur Heyaert, qui tentait de recruter des ouvriers, a été assassiné ¹⁰⁰.

⁹⁷ Idem, mars 1943, A 37.

⁹⁸ P. LESPAGNARD, Rapport sur la province de Luxembourg, février 1943 (J.M.B., Proc. Lespagnard).

⁹⁹ Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers, septembre 1943, 1.49, décembre 1943, A 45.

¹⁰⁰ Idem, avril 1944, A 12 et A 13.

On peut remarquer qu'en quatre années, Reeder-n'a cité dans ses rapports que le nom d'un seul membre du D.S.V.: l'artiste-peintre Paul Breyer. Même les noms du président du Sprachverein ou du Kriegsverwaltungsrat d'Arlon n'ont pas leur place dans les communications pour Berlin. Le fait qu'il rompe avec cette règle pour citer le docteur Heyaert prouve l'importance de l'événement. Reeder conclut que toute la population de la région et même une partie des membres du Sprachverein, sont loin d'être libérés de leurs attaches et de leur affection pour la Belgique. Il faut à tout prix s'efforcer d'éviter tout geste qui pourrait être interprété comme une volonté d'annexion car c'est sur cet argument que repose toute la propagande adverse qui porte des coups si durs au Sprachverein 101.

12. LE PROBLEME DE L'ANNEXION

Selon les rapports transmis par Reeder à Berlin, le Sprachverein avait pour mission de faire prendre conscience aux Arlonais qu'ils appartenaient à la nation germanique. On peut en déduire que le but éloigné était leur rattachement à l'Allemagne. Toutefois, le chef de l'administration militaire à Bruxelles était assez mal pris. En effet, d'une part, il devait démontrer que le Pays d'Arlon ne pouvait pas être annexé dès maintenant car il ne tenait pas à perdre une portion supplémentaire du territoire belge au profit du parti, ce qui aurait sûrement causé des troubles à travers tout le pays; et d'autre part, il devait prouver que le Sprachverein progressait s'il voulait en conserver le contrôle par l'entremise de Zender et éviter le retour du V.D.B. Il y eut, semble-t-il, un certain malentendu entre l'administration militaire et les dirigeants du Sprachverein lors de la fondation du mouvement. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'à ce moment, la plupart d'entre eux croyaient à une annexion du Pays d'Arlon imminente ou du moins à court terme, sur le même modèle que ce que connaissait le Grand-Duché de Luxembourg. Le Gauleiter Simon y avait pris tout un train de mesures de germanisation et le 9 février 1941, peu avant la fondation du Sprachverein, le Grand-Duché était devenu une dépendance administrative du Gau de Trêves, sous le nom de «Moselland». Et finalement le 30 août 1942, un décret décida que tout Luxembourgeois appartenant à une organisation officielle était automatiquement citoyen du Reich allemand. Ce qui revenait à prononcer l'annexion de facto du Luxembourg au Reich Grand-Allemand. En conséquence, les Luxembourgeois en âge de servir furent appelés dans la Wehrmacht, contre leur gré.

En avril 1941, à un moment où la victoire de l'Allemagne était totale, où la Russie n'avait pas encore été plongée dans la bataille et où une annexion prochaine était hautement probable, il y eut une certaine précipitation chez d'anciens rexistes et d'autres collaborateurs arlonais pour se faire une place à la tête du nouveau mouvement, afin d'être récompensé lorsqu'Arlon deviendrait partie intégrante du Reich. Quand Zender déclara le 19 avril 1941 que la tâche du Sprachverein était de préparer la politique ultérieure de l'Allemagne envers Arlon, tous furent ravis. Ils savaient pertinemment que la population ne se laisserait pas germaniser sans broncher mais c'était un mauvais moment à passer et c'était le moment de gagner sa place au soleil. Gerlach envoyé par Luxembourg était là pour les rassurer: le Gauleiter se faisait fort de les accueillir bientôt. «Arel Deutsche Stadt», pouvait-on lire et entendre partout. Mais l'annexion ne vint pas. La haine de la population grandit. La Russie puis les Etats-Unis entrèrent en guerre contre l'Allemagne.

La première démarche de la direction du *Sprachverein* en vue d'obtenir une annexion rapide du Pays d'Arlon se situa à l'été 1942 ¹⁰². Elle se déroula contre la volonté de Zender et fut organisée par Gerlach, Majeres et Huss. Une délégation d'une douzaine de personnes parmi lesquelles les docteurs Heyaert, Muller, le président Mass,... se rendit à Luxembourg où le *Gauleiter* Simon les reçut. Après un discours sur le thème «*Heim ins Reich*», il dit aux Arlonais qu'il se considérait déjà comme leur «*Schutzherr*», ou patron naturel, et qu'il ferait tout pour obtenir leur rattachement. Eichhorn, attaqué à tort par la presse clandestine comme ayant pris part à la réunion alors qu'il n'en était rien, protesta auprès de Zender qui fit rapport à Bruxelles. Luxembourg reçut des remontrances ¹⁰³.

Selon différents bruits qui coururent dans les milieux bien informés pendant la guerre, Simon effectua un voyage à Berlin durant ce même été 1942. Il plaida en personne auprès du gouvernement de Berlin pour obtenir le Pays d'Arlon, terre de langue et de sang allemands. Léon Haulot, directeur de la Banque Nationale à Arlon raconte:

«Il lui aurait été répondu que cette annexion n'était pas possible tout d'abord en raison de l'hostilité des hautes personnalités militaires et en second lieu, parce que le dit *Sprachverein* apparaissait à Berlin comme n'étant pas sérieux.»

¹⁰² J.M.B., Proc. Zender, P.V. n° 1088K, 26.II.1946; J.M.B., Proc. Lespagnard, P.V. 28 IV.1946.

¹⁰³ Idem.

¹⁰⁴ Déposition de Léon Haulot (J.M.B., Proc. Zender).

Camille Decker, journaliste à L'Avenir du Luxembourg, écrit en octobre 1944:

«Nos führers locaux se firent violemment tirer les oreilles à Coblence, où ils avaient été convoqués après le 1er septembre 1942, par le Gauleiter Simon. Celui-ci voulait à tout prix nous annexer, mais il avait contre lui et la majorité des officiers de la Kommandantur d'Arlon, et les services de Von Falkenhausen à Bruxelles, et la nonchalance ou l'incapacité des zèbres de Volksdeutsche d'Arlon...» 106

C'est à partir de cette période que le Sprachverein aurait considérablement intensifié ses activités et ses efforts dans la région.

La seconde démarche des dirigeants du *Sprachverein* se déroula en avril 1943 ¹⁰⁶. Une vingtaine de personnalités arlonaises se rendirent en bus à Luxembourg à une réception chez le *Gauleiter* Simon, organisée en l'honneur du ministre du *Reich*, Alfred Rosenberg, le spécialiste des questions raciales et de la germanisation de l'Ukraine. Cependant, ils ne parvinrent pas à exprimer leurs desiderata. Rosenberg partit aussitôt après sa conférence. Seul Eichhorn réussit à se faire présenter au ministre grâce à ses amis du *Luxemburger Wort* mais, partisan du maintien de la région dans un cadre national belge uni, le bourgmestre collaborateur évita de parler d'annexion et se contenta de se mettre en vedette.

La plus sérieuse tentative eut lieu à la fin de l'année 1943, peu avant Noël 107. A cette époque, Simon organisa à Luxembourg une réunion d'étude de hauts fonctionnaires du V.D.A., du Parti et des ministères allemands. Zender y prit la parole et donna une conférence sur les problèmes arlonais. Maas, Majeres et Huss étaient présents. Le lendemain, les participants à la journée d'étude, au nombre d'une vingtaine, se rendirent à Arlon et rencontrèrent au «Soldatenheim» les membres du comité du D.S.V. Ils discutèrent de toutes les questions arlonaises dans le but de faire un rapport à leurs départements respectifs en vue de l'annexion. Les membres de la commission posèrent beaucoup de questions sur les activités du D.S.V., le pourcentage de la population qui s'y était affilié, la répartition des classes sociales,... Selon Lespagnard, les fonctionnaires allemands retirèrent une impression mitigée en faveur de l'annexion. Cet événement est peut-être à mettre en rapport avec une déclaration de Reeder en date du 18 avril 1947:

¹⁰⁵ C. DECKER, «Les remontrances de Coblence», dans L'Avenir du Luxembourg, 4 et 5.X.1944, n° 13, p. 1.

¹⁰⁶ Cfr note 102.

¹⁰⁷ Idem.

«En 1943, le Reichsführer-SS Himmler avait souhaité la création de trois 'Gau' en Belgique à la suite de conversations qu'il avait eues avec Léon Degrelle et Jef Van de Wiele; les 'Gau' de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles auraient été fondés en même temps que la région d'Arlon aurait été annexée.

Le Roi est alors intervenu auprès du général Von Falkenhausen au cours d'une visite de celui-ci chez le Roi Léopold, en vue d'éviter l'exécution de telles mesures. Le général Von Falkenhausen, comme je l'ai déjà dit, ne demandait qu'à partager les vues du Roi puisqu'il désirait éviter tout incident.» 108

L'annexion n'eut pas lieu et l'inquiétude des dirigeants du Sprachverein grandit au fur et à mesure du recul des armées allemandes devant les Soviétiques. Au printemps 1944, le SS Hauptsturmführer (major) Lakman, attaché au général SS Richard Jungclaus, représentant en Belgique d'Heinrich Himmler, se préoccupa de la région d'Arlon. Il aurait discuté du problème avec le Gauleiter Simon, le Kriegsverwaltungsrat Zender et un dirigeant du Sprachverein. L'affaire vint aux oreilles de Lespagnard qui avertit le chef de la Sipo d'Arlon, Heinz Boetcher. Ce dernier prit aussitôt ses dispositions:

«Là-dessus, je me suis rendu chez Zender et lui ai demandé sans qu'il s'en aperçoive s'il avait été à Luxembourg avec Lakman, ce qu'il avoua. Suite à cela j'en informai Liège. Ce service écrivit immédiatement à Bruxelles. Le jour après, vint du quartier-général du Führer. l'ordre que cette annexion n'aurait pas lieu...

Je ne sais pas jusqu'à quel point cette affaire avait été préparée militairement à Luxembourg, mais à Arlon, on avait déjà pris des dispositions pour changer les noms français des rues en allemand.» 109

Du côté de l'occupant, trois grandes tendances se faisaient jour quant au problème de l'annexion:

- 1° La tendance de la Zivilverwaltung de Luxembourg, du parti nazi, du V.D.B. et des SS qui voulaient l'annexion du Pays d'Arlon à tout prix; ce point de vue était partagé par la majorité des membres influents du D.S.V.
- 2º La tendance de l'administration militaire hostile aux manoeuvres annexionnistes et favorable au statu quo. Il semble toutefois qu'à partir de l'année 1943, sa résistance se soit faite plus faible, car le problème d'Arlon commençait à devenir pesant et ennuyeux. Bruxelles

¹⁰⁸ J.M.B., Proc. Reeder, P.V. 18.IV.1947.

¹⁰⁹ J.M.B., Proc. Boetcher, P.V. 22.I.1947.

aurait eu la main quelque peu forcée par Luxembourg. Il n'est pas à

exclure que Zender se soit rallié à l'idée d'annexion et aux thèses du Gauleiter.

3° La tendance de la section 3 du S.D. (Lespagnard, Nossent, Schaefer,

3° La tendance de la section 3 du S.D. (Lespagnard, Nossent, Schaefer, Hummitsch,...) qui, ayant reconnu le manque de viabilité du Sprachverein et de ce type d'organisme pro-allemand en Belgique, était d'avis qu'il fallait les supprimer pour se contenter de mouvements uniquement sociaux et de recrutement de soldats pour lutter contre le communisme.

D'autre part, il faut encore tenir compte de l'opposition à tout projet d'annexion du Pays d'Arlon de la part des rexistes. Un de leurs responsables, Yvan Demaret, fonctionnaire à Athus, témoigne:

«Je savais que le Sprachverein était un mouvement annexionniste. La meilleure preuve, c'est que le nommé Gerlach de Luxembourg s'en occupait. Dès ce moment, on voyait de grandes inscriptions peintes sur le macadam des routes: 'Heim ins Reich'. J'ai compris quelles étaient les intentions de ces gens-là.

D'initiative personnelle, je me suis mis à lutter contre le D.S.V. parce que j'étais opposé à l'annexion. J'ai fait des rapports nombreux à Bruxelles au parti rexiste. Vers juin 1941, j'ai appris qu'un accord avait été pris entre Degrelle et le gouvernement d'avoir à cesser toute activité politique dans l'Areler Gebiet qui était 'réservé'. J'ai compris que c'était au *Sprachverein*.» ¹¹⁰

Lorsqu'en 1947, on donna connaissance à Reeder d'une note du Dr Zender, rédigée après une réunion tenue à la *Militärverwaltung* qui ordonnait que Degrelle soit prié de mettre fin à son activité politique dans la région d'Arlon, il déclara:

«C'est toujours en vue de maintenir la tranquillité dans le pays que cette mesure a été édictée. Nous désirions éviter toute friction entre le D.S.V. et Rex.» 111

13. LEOPOLD III A-T-IL SAUVE ARLON?

Pour Camille Decker, rédacteur en chef de L'Avenir du Luxembourg puis député à la Chambre, cela ne fait aucun doute: seules les pressions

¹¹⁰ Déclaration d'Yvan Demaret, le 20.IX.1945 à Arlon (J.M.B., Proc. Eichhorn).

¹¹¹ J.M.B., Proc. Reeder, P.V. 18.IV.1947.

du souverain sur l'administration militaire et ses protestations auprès de Von Falkenhausen expliquent la résistance de Bruxelles quant à l'annexion du Pays d'Arlon. Le Roi avait juré de défendre l'intégrité du territoire belge, explique le journaliste, et il protesta avec la dernière énergie auprès du Commandant militaire pour la Belgique et le nord de la France contre toute menace d'annexion de la région arlonaise.

«La menace d'annexion proférée par Simon parvint jusqu'au Palais de Bruxelles. On comprendra notre discrétion, si nous ne citons pas de noms ici...» 112

«Le Roi était d'ailleurs prévenu par des personnalités d'Arlon, de tout ce qui se tramait ici.» 113

Selon Decker, si Arlon avait été annexée, le Roi aurait déclenché une vaste offensive contre l'administration militaire: les secrétaires généraux démissionnaient, le Cardinal de Malines élevait la voix, l'administration du pays se mettait en grève, de même que les Cours et Tribunaux. D'un seul coup la Belgique était décapitée de tous ses hauts fonctionnaires. Les Allemands peu nombreux en Belgique se retrouvaient dans une situation invivable.

Devant ces affirmations invérifiables aujourd'hui, on peut faire quelques remarques. D'abord il est exact que l'administration militaire fonctionnait en Belgique avec un personnel très réduit, à peine 1.200 personnes à la fin 1941 ¹¹⁴. En effet, tous les fonctionnaires belges étaient restés à leur poste et la vie économique et administrative belge se poursuivait. La machine de guerre allemande avait besoin que les charbonnages fonctionnent, que les chemins de fer roulent, que les usines produisent. Tout cela passait par la sécurité, l'ordre et la tranquillité, principal souci des Allemands.

Or il est certain que l'annexion d'une ville belge, chef-lieu de province aurait provoqué des troubles dans le pays et sérieusement compromis le fragile équilibre qui y régnait. Maintenir le calme, continuer à faire vivre et travailler la population, étaient les préoccupations prioritaires de l'occupant. Tout événement susceptible de briser cette tranquillité intérieure devait être évité. C'est pourquoi l'administration combattit l'idée d'annexion de la région arlonaise. D'autant plus que Von Falkenhausen et

¹¹² C. DECKER, «Les remontrances de Coblence», dans L'Avenir du Luxembourg, 4 et 5.X.1944, n° 13, p. 1.

¹¹³ C. DECKER, «Camouflage percé», dans L'Avenir du Luxembourg, 10 et 11.X.1944, n° 16, p. 1.

J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, L'An 40. La Belgique occupée, Bruxelles, 1971, p. 132.

Reeder savaient à quoi s'en tenir quant à «l'avant-poste du germanisme à l'ouest». Dès le début de l'année 1941, peu avant l'annexion du Grand-Duché, le général avait envoyé le colonel Hotzinger en tournée dans la région afin de voir si celle-ci avait un caractère germanique. Selon le gouverneur Greindl à qui il se confia, le résultat de l'enquête fut: «Il s'agit non pas d'une région germanique mais simplement d'une région patoisante» 115. D'après Decker, le colonel alla encore plus loin dans son rapport au Commandant militaire:

«Les discussions autour du recensement linguistique de 1930 en Belgique sont vaines. Il est évident que l'allemand est en constante régression depuis un siècle; plus évident encore que la population arlonaise fortement 'batardée' de sang germanique et de sang latin est violemment anti-allemande.» ¹¹⁶

Tout cela justifiait l'attitude des militaires qui freinèrent la volonté annexionniste de Luxembourg et des SS. Dans cette subtile mécanique, les protestations du Roi avaient leur place. Elles appuyaient et confortaient celles de Von Falkenhausen, surtout si le souverain ne s'adressait pas seulement à l'administration militaire de Bruxelles mais intervenait également à Berlin ¹¹⁷. En fin de compte Berlin s'en remit à l'avis de l'administration militaire et repoussa continuellement l'annexion. Les multiples démarches de Simon n'y changèrent rien car son *Sprachverein* avait peu de succès et était mal considéré dans la capitale du Reich. Von Falkenhausen et Reeder l'avaient emporté sur Simon et Himmler:

«A Berlin, la même double tendance existait, tendance Simon et tendance Von Falkenhausen. Le Reichsführer SS Himmler était partisan de l'annexion du sud du Luxembourg mais l'administration militaire allemande a fini par accueillir les objections formulées par Bruxelles qui présentaient que l'on mettrait le feu aux poudres en agissant de la sorte.»

Si l'attitude du Roi ne fut pas décisive dans l'affaire, ses protestations jouèrent leur rôle et méritent d'être signalées. Il existe à ce sujet un témoignage plus précis recueilli par Jean Gyselinx et publié dans le Quotidien du 26 mai 1946. C'est celui de Daisy Barnich, la fille du pharmacien Fritz Barnich, président de l'Association Commerciale et

¹¹⁵ Déposition de Léon Haulot (J.M.B., Proc. Zender).

¹¹⁶ C. DECKER, «Intrigues Nazistes», dans L'Avenir du Luxembourg, 10 et 11.X. 1944, n° 16, p. 1.

¹¹⁷ Selon le témoignage de M. Ferdinand Clesse, ancien sous-officier détaché à la Sûreté, Léopold III aurait fait une démarche à Berlin en faveur d'Arlon via sa soeur Marie-José. Déposition recueillie à Waltzing le 7 septembre 1984.

¹¹⁸ J.M.B., Proc. Reeder, P.V. 18.IV.1947.

Industrielle d'Arlon. Agée à l'époque d'une vingtaine d'années, elle se souvient très bien dans quelles circonstances son père, personnalité locale et membre de la Résistance, reçut la visite d'un patriote luxembourgeois ayant dérobé dans le bureau du *Gauleiter* Simon des documents relatifs à une annexion imminente d'Arlon au *Reich*. L'action se déroulait dans le courant de l'année 1941 ¹¹⁹. Après avoir informé des faits le président provincial de la Croix-Rouge, le docteur Hollenfeltz, Fritz Barnich se rendit avec lui chez le baron Greindl qui, devant ces fâcheuses nouvelles, dépêcha aussitôt au Palais de Bruxelles, son conseiller juridique, le comte Harold d'Aspremont-Lynden. Quelques heures plus tard, après un entretien avec une personnalité de la Cour, Léopold III était au courant de la situation et en mesure d'entamer une démarche auprès de Von Falkenhausen. Jean Gyselinx ajoute à ce témoignage:

«Von Falkenhausen se montra très impressionné. Froissé au surplus de ce que Berlin ne l'avait pas averti du projet, et trop heureux de jouer un bon tour à l'administration civile nazie qui fut, pendant la guerre, la bête noire de l'élément militaire, il signifia aux annexionnistes qu'ils n'avaient pas à s'immiscer dans les affaires relevant de sa juridiction. Et cette fois, il obtint gain de cause.» 120

Par décision du 26 novembre 1943, il fut interdit au baron Greindl de continuer à exercer ses fonctions de gouverneur du Luxembourg. Peu après il fut déporté au camp de Buchenwald où il mourut. Fritz Barnich fut arrêté durant la nuit du 24 au 25 août 1944, celle de l'assassinat d'Hollenfeltz, par la Sipo d'Arlon. Le pharmacien fut déporté au camp de Neuengamme et mourut quelques mois plus tard.

14. CONCLUSIONS SUR LE «DEUTSCHE SPRACHVEREIN IN AREL»

Officiellement les buts du *Sprachverein* étaient l'élévation et l'entretien de la langue maternelle, la reconstruction de la communauté germanique d'Arlon, la fortification dans leur conscience allemande et dans leur germanisme des *Volksdeutsche* de la région. L'organisation du groupement était basée sur la vieille formule latine «du pain et des jeux». Les membres recevaient des avantages très appréciés. La distribution gratuite de pommes de terre fut particulièrement populaire. Tous les moyens de propagande furent utilisés, du spectacle de marionnettes en patois à la

¹¹⁹ Mme Daisy Barnich, fonctionnaire aux Nations-Unies à New York, a confirmé et complété son témoignage, lors d'un retour à Arlon, le 17 août 1984.

¹²⁰ J. GYSELINX, «Un point d'histoire: en 1941, la région d'Arlon, à deux doigts de l'annexion, fut sauvée grâce au Roi», dans Le Quotidien, 26.V.1946, p. 1.

publication du *Heimatkalender*. Le véritable inspirateur du *D.S.V.*, le «deus ex machina», celui qui agissait dans les coulisses, était le Dr Zender, *Kriegsverwaltungsrat* à la *Kreiskommandantur*. C'est lui qui donnait toutes les directives sous forme de conseils religieusement exécutés.

Le véritable objectif du cercle linguistique était de préparer le Pays d'Arlon à une annexion ultérieure. Toute la population en était consciente. L'Allemagne se ménageait une zone inféodée à son influence, qui pourrait un jour être absorbée totalement avec ses habitants, son industrie et les produits de son sol. Au cas où la guerre se terminerait par un compromis, l'Allemagne pouvait éventuellement se réserver une satisfaction territoriale compensatoire en obtenant l'annexion au Grand Reich d'un territoire peuplé d'individus utilisant en majorité un patois allemand et qui avaient montré, par leur adhésion au D.S.V., leur désir d'être membres de la communauté germanique. Au cas où la guerre se terminerait par une défaite de l'Allemagne, elle laissait dans certaines régions du pays des foyers de discorde pouvant donner plus tard prétexte à de nouvelles interventions. Enfin le Sprachverein était un bon moyen pour les collaborateurs et les traîtres de se noyer dans la masse des flottants et des hésitants sous des prétextes d'ordre linguistique. Cela n'évita pourtant pas le peloton d'exécution au bourgmestre Lucien Eichhorn, à l'échevin Majeres, au gestapiste Lespagnard, la prison à vie pour le président du Sprachverein Léopold Maas et d'autres. La sévérité du Conseil de guerre d'Arlon fut grande envers les simples membres du mouvement. On ne fit pas de cadeau aux Arlonais qui avaient payé les deux francs de cotisation, recut l'Areler Volkszeitung et participé aux distributions de pommes de terre : un an de prison les attendait. Selon des statistiques établies par l'ancien auditeur général Jean Gilissen, la province de Luxembourg connut 676 condamnations politiques, représentant le pourcentage de la population le plus élevé de Wallonie et de Bruxelles, hormis les cantons de l'Est.

Le Deutsche Sprachverein fut un échec total, et c'est dans un contexte de grande amertume, autant parmi ses dirigeants que parmi les officiers de la Kommandantur et de la Sipo, que se situent l'arrestation d'une quarantaine d'otages fin août 1944, l'exécution sommaire de deux d'entre eux, la déportation et la mort de vingt-quatre autres. De plus, au travers du Sprachverein, l'Allemagne avait tué pour la deuxième fois en l'espace de trente ans, la langue luxembourgeoise dans le Pays d'Arlon. Il fallut trente ans pour la réhabiliter.



Carte du Pays d'Arlon qui resta belge en 1839, bien que germanophone.



Katholisches Volksblat

Der Bund der Deutsch-Belgier. Abteilung Provinz Luxemburg

Dem Könige aller Belgier |

An unsere Leser I

Unsere Vorkampfer G. KURTH

DIMANCHE, 19 AOUT 1934

Nous ne voulons pas être des Prussiens

Journal créé par souscription publique pour répondre su FLIEGENDE TAUBE

Une infâme provocation à M. le Curé Schaul

Lettre ouverte

La distribution dans la région arlonaise, le 4 août 1934, du journal Die Fliegende Taube, fut ressentie par la population comme une provocation. La réponse de l'Administration communale: Nous ne voulons pas être des Prussiens, un journal finance par souscription publique parut le 19 août 1934.



Arlon en 1942. Au sommet de la «Knippen», l'église Saint-Donat.



Le paysan de l'Arelerland vu par un artiste nazi.



Léopold Maas, président du Sprachverein.

ARELER VOLKSZEITUNG On-Millerfeit: Berhändlung May 11 is. Art. Ormanian 18. Tr. IR. Proachinisten 18. St. Art. - Driebert: Brief Waterens, 2016. Die Artler Volksenlung stellens wieden in der Onskalligielte eingagenen meh. Werden in der Onskalligielte eingagenen meh.

Ein Jahr "Areler Volkszeitung"



Die kaukasische Landbrücke

L'Areler Volkszeitung, organe hebdomadaire du Sprachverein, avait un tirage de 2.000 exemplaires.



A Luxembourg, le Gauleiter Gustav Simon rêvait de détacher le pays d'Arlon de la Belgique pour une annexion de fait.



Les dirigeants des principaux services allemands pendant la guerre, réunis à l'hôtel de ville à l'invitation du collège échevinal collaborateur mis en place dès 1941. On reconnaît notamment au premier rang le capitaine SS Heinz Boetcher, chef de la Sipo, le major Julius Lippert, ancien bourgmestre de Berlin, nommé *Kreiskommandant* à Arlon en mai 1943, le Dr Matthias Zender, conseiller politique et culturel à la *Kreiskommandantur*, et le bourgmestre Lucien Eichhorn.



L'éloge funèbre de deux légionnaires wallons, tombés au front de l'est, est prononcé par le président du *Sprachverein* au cimetière d'Athus.



Les dirigeants du Sprachverein devant les locaux du mouvement, rue d'Aubange à Athus.



Photographiés à la gare de Luxembourg, un groupe d'enfants de l'Areler Volksjugend, en partance pour un camp de vacances en Allemagne.



Comme dans tout le pays, des «faire-part» annonçant le décès des institutions du IIIe Reich furent distribués à Arlon. Celui du Sprachverein remporta un large succès.